



## Communiqué

Pour diffusion immédiate

Pour arrêter son implantation et réhabiliter les connaissances

### **La FAE lance l'appel à la formation d'une coalition pour corriger la réforme de l'éducation**

**Montréal, le 8 novembre 2006** – Rien ne va plus avec la réforme de l'éducation maintenant renommée *Renouveau pédagogique*. Plus elle s'implante, plus la dérive est grande. La politique d'évaluation des apprentissages est sans contredit le problème principal de cette réforme. C'est la politique qu'il faut pointer du doigt pour l'abolition de l'échec et du redoublement. C'est aussi sur la base de ce document que les enseignantes et les enseignants sont forcés d'évaluer le développement des compétences disciplinaires et transversales et contraints à délaisser la mesure du niveau d'acquisition de connaissances de leurs élèves. C'est aussi à cette politique que l'on doit le modèle actuel de bulletin, qui dans sa Xième version est toujours de plus en plus incompréhensible pour les parents, les élèves et le personnel scolaire.

Les demandes de moratoire de l'implantation de cette réforme, les requêtes de modifications de la politique d'évaluation, les appels à la clarification du bulletin et les avis de recen- trer la réforme vers les connaissances en préalable du développement des compétences ont pourtant été nombreux depuis les dernières années. Tous ces signaux d'alerte sont pourtant restés lettre morte par tous les ministres qui se sont succédé depuis 2000-2001, l'an 1 de cette réforme. Les timides modifications apportées à cette réforme par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) ne seront pas suffisantes pour atteindre le consensus établi lors de la Commission des États généraux de l'éducation : offrir une chance égale de réussite éducative à tous les élèves.

« Après quelques années d'implantation, nous sommes maintenant en mesure de constater que trop d'élèves accusent des retards d'apprentissage qui ne pourront être rattrapés si rien n'est fait pour corriger le tir. L'abolition de l'échec et du redoublement a fait en sorte qu'un nombre anormalement important d'élèves ont été promus au secondaire avec un bagage de connaissances de niveau de la 4<sup>e</sup> ou de la 5<sup>e</sup> année du primaire. Il faut que ça cesse ! Et ce n'est pas en ajoutant des pages à un bulletin que personne ne comprend ou en se lançant dans les repréailles contre le personnel enseignant que l'on va réparer les préju- dices que cette réforme cause à nos élèves. Cela ne fait que dévier le débat et les vrais enjeux, » de commenter M<sup>me</sup> Nicole Frascadore, présidente de la Fédération autonome de l'enseignement.

Les enseignantes et les enseignants sont convaincus que les parents, et la population en général, souhaitent que l'école vise d'abord l'instruction pour ensuite atteindre la qualification. Pour ce faire, il faut pouvoir évaluer les connaissances des élèves afin d'être assurés qu'ils connaissent et maîtrisent les règles qui leur permettront de développer leurs compétences.

« Au nom des enseignantes et des enseignants que je représente et pour le bien-être des jeunes Québécoises et Québécois que nous souhaitons instruire et pour leur réussite qui nous est si chère, **je lance l'appel à la formation d'une coalition citoyenne**, composée de parents, de contribuables, d'organismes et d'intervenants du milieu de l'éducation à se regrouper pour réclamer que le MELS prenne un temps d'arrêt pour corriger cette réforme avant que toute une cohorte d'élèves n'en subisse des torts irréparables. » d'ajouter la présidente de la FAE.

Ainsi, à compter de demain, les parents, citoyens ou organismes, qui souhaitent que la mission de l'école soit d'abord centrée sur l'instruction (l'acquisition de connaissances) afin de pouvoir ensuite développer la socialisation (le savoir-être) et la qualification (le savoir-faire) ; celles et ceux qui croient que les connaissances doivent être évaluées de façon objective et communiquées ainsi aux parents dans le bulletin, pourront unir leur voix pour réclamer ces corrections à la réforme en se rendant au [www.stopponslareforme.qc.ca](http://www.stopponslareforme.qc.ca) et en écrivant à [info@stopponslareforme.qc.ca](mailto:info@stopponslareforme.qc.ca) pour signifier leur intérêt à adhérer à cette coalition que nous pourrions former ensemble.

La FAE représente quelque 27 000 enseignantes et enseignants du préscolaire, du primaire, du secondaire ainsi que de la formation professionnelle et de l'éducation des adultes.

- 30 -

Source : Fédération autonome de l'enseignement  
Information : Yves Parenteau, attaché de presse  
(514) 666-7763 (bur.)  
(514) 910-3195 (cell.)